ASSEMBLÉE NATIONALE

3 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3831

présenté par

M. Mauvieux, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Barthès, M. Baubry, M. Beurain, M. Bentz, M. Berteloot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolier, M. Catteau, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Grenon, M. Guiniot, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Jacobelli, Mme Jaouen, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tivoli et M. Villedieu

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Direction de l'action du Gouvernement »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Coordination du travail gouvernemental	0	290 000
Protection des droits et libertés	0	0
TOTAUX	0	290 000
SOLDE	-290 000	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le recours à des cabinets de conseil extérieurs par les ministères pour des prestations qui pourraient être effectuées en interne continue de poser question quant à la gestion optimale des ressources humaines et financières de l'État.

Un exemple concret de cette problématique, présenté dans le jaune budgétaire "recours aux cabinets extérieurs", est la dépense de 291 336 € consentie pour des "Conseil et assistance pour la conception et l'animation de pressions médiatiques simulées et pour la professionnalisation des communicants de crise de l'État", auprès de l'entreprise VAE SOLIS CORPORATE. Cette dépense interroge quant à la valorisation des compétences internes de l'administration publique dans le domaine de la communication de crise, domaine qui nécessite certes un savoir-faire spécifique, mais pour lequel l'État dispose déjà de ressources compétentes.

Ainsi, le présent amendement prévoit de minorer les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, d'un montant de 290 000 euros pour l'action n° 10 : "Soutien" du programme n° 129 : "Coordination du travail gouvernemental".